



La transition énergétique : solution de sortie de crise ?

Pendant les six premiers mois de l'année, le Débat National sur la Transition Énergétique a permis d'évaluer différentes trajectoires à horizon 2050, différentes visions de notre avenir énergétique. Parmi les critères d'évaluation, les impacts socio-économiques ont eu une place importante et ont permis de renforcer la crédibilité de certains scénarios. Dans le contexte de crise économique actuel, la transition énergétique que nous appelons de nos vœux augure-t-elle une récession pour la France, ou au contraire pourrait-elle s'avérer être un levier de sortie de crise ? Quels sont les impacts en matière d'emploi de la mise en œuvre d'un scénario comme celui de l'association négaWatt ?

Pour y répondre, nous avons fait appel à deux organismes de recherche : le Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement (CIRED), affilié au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), et l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE).

Impact sur l'emploi

Le CIRED-CNRS a réalisé une étude de l'impact sur l'emploi du scénario négaWatt. Passant en revue près de 120 branches de l'économie française, la conclusion de cette étude est sans appel : comparé à un scénario dit "tendanciel" (scénario de poursuite des tendances actuelles), plus de 600 000 emplois supplémentaires peuvent être créés en 2030 grâce à la mise en œuvre d'une politique énergétique ambitieuse. Les secteurs de la rénovation thermique des logements, des transports collectifs et des énergies renouvelables sont fortement créateurs d'emploi, et font plus que compenser les pertes d'emploi envisagées dans la construction neuve de logements ou dans l'automobile. Mais le plus grand gisement d'emploi se trouve être celui des emplois induits : grâce aux économies financières réalisées sur leur facture énergétique*, les ménages bénéficieraient d'un pouvoir d'achat supplémentaire qui, injecté dans l'économie, permettrait de soutenir l'activité française et entraînerait la création de plus de 500 000 emplois à l'horizon 2030.

Évaluation macro-économique

Pour compléter cette étude sur l'emploi, une évaluation macro-économique du scénario négaWatt a été réalisée par l'OFCE. Moins détaillée sur le volet emploi que l'étude du CIRED-CNRS, cette évaluation a le mérite de prendre en compte un certain nombre de rétroactions macro-économiques comme l'effet d'une augmentation des créations d'emploi sur les salaires, ou l'évolution de la consommation d'énergie des ménages en fonction du prix de l'énergie.

Les premiers résultats de cette étude montrent là aussi un indéniable effet positif de la transition énergétique par rapport à un scénario tendanciel : hausse du nombre d'emplois, réduction de la dette publique et du déficit commercial, croissance plus forte du PIB, revenu disponible des ménages plus important, etc.

« Plus de 600 000 emplois peuvent être créés en 2030 grâce à la mise en œuvre d'une politique énergétique ambitieuse. »

Aujourd'hui, les scénarios négaWatt et ADEME - seuls scénarios complets ayant fait l'objet d'évaluation de leur impact sur l'emploi et l'économie - montrent très clairement tous les bénéfices socio-économiques que notre pays peut espérer d'une réelle transition énergétique. Au-delà des impératifs environnementaux qui restent primordiaux, la crise économique que connaît notre pays est une raison supplémentaire de mettre en œuvre une politique ambitieuse fondée sur la sobriété et l'efficacité énergétiques et les énergies renouvelables !

■ Association négaWatt
www.negawatt.org/economie-p120.html

* En 2011 et 2012, la France a importé plus de 60 milliards d'euros d'énergie fossile, représentant près de 90 % du déficit commercial de la France.